J. B. MATHIEU.

POUR SÉNATEUR,

BERNARD MARIGNY.

POUR LE CONGRÈS,

Premier District—CHS. GAYARRE,

Troisième District—J. WALKER.

L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS, PAR

JEROME BAYON,

IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

L'Union fait notre force.

SAMEDI MATIN, 7 JUIN 1834.

C'est avec plaisir que nous apprenons que M. A. W. Penrose a consenti, après de vives sollicitations de la part de ses amis du 2ème. district, à se laisser annoncer comme candidat à la place d'alderman de ce même district, en remplacement de M. J. Agniss, démissionnaire ; nous pouvons lui assurer d'avance, le succès le plus certain.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 7 juin.

REPUBLICAINS DEMOCRATES.

Un motif bien noble, digne d'exciter votre enthousiasme, vous appelle aujourd'hui à la *Salle Davis*. Il ne s'agit de rien moins que de défendre vos droits les plus sacrés contre une aristocratie qui fut tous ses efforts pour vous les ravir. Quelque faible que soit ce parti, nous ne devons pas cependant nous endormir ; il faut au contraire nous réunir en masse pour la réduire au néant, et lui ôter tout espoir de pouvoir jamais se relever.

Amis de la liberté, vous tous qui tenez au brillant héritage que vous ont laissé vos pères, souffrirez-vous que quelques ambitieux s'emparent peu à peu de vos droits, se servent de vous comme d'un marche-pied pour s'élever aux honneurs qui leur faciliteront les moyens de vous asservir. Non, vous saurez prouver à ces intrigans que vous n'êtes pas dupes de leurs manœuvres. Ils s'appellent le *parti riche*, ils nous appellent dédaigneusement le *parti pauvre*, le *parti des gueux* ; ils ont pour eux la puissance de l'argent, et ils s'en serviront, mais *vous*, des SAMNITES, ne pourra jamais corrompre des FABRICIUS. Nous avons pour nous, l'honneur, la force, le courage, et la vertu, nous sommes certains de remporter la victoire. Rendons-nous au poste en nous appellent nos plus chers intérêts. Il s'agit d'un combat entre l'aristocratie et la démocratie. Vous tous qui voulez rester libres, arrivez, nous vous attendons sur la brèche.

Le feu a consumé hier soir, vers 8 heures, plusieurs maisons en bois situées rues des Marais et Dumaine. La principale venait d'être substituée, et était une maison de prix. MM. H. Kidel et Ambroise Pardos nous prient de remercier, eux, leurs amis qui les ont secourus [illegible], ainsi que MM. les pompiers.

Second incendie.—Ce te nuit vers une heure et demie du matin, le feu s'est de nouveau manifesté à l'encoignure des rues Royale et Bienville, coté est, et il n'a fait ses ravages effrayans dans ces deux rues ; au moment où nous mettons sous presse (3 heures) le feu n'était pas éteint.

Jacques Gondouin, portier de la Banque du Canal, s'est tué avant-hier soir avec plus de $41,000 appartenant à cette banque. On offre $5000 pour son arrestation.

Nos lecteurs doivent se rappeler que nous avons publié le refus qu'avaient fait les présidents et directeurs de la banque des Etats-Unis, de soumettre leurs livres à l'examen du comité d'investigation, nommé par le congrès.—Nous voyons, dans le *Globe* que nous avons reçu hier, que des résolutions ont été proposées à la Chambre des Représentans, tendant à employer la force, pour contraindre ces officiers de banque à rendre un compte exact des affaires de l'institution placée sous leur contrôle. Voici mot à mot le contenu de la 5e résolution :

Il est résolu : Que l'Orateur de la Chambre des Représentans, lancera son mandat d'amener, en donnant ordre au Sergent-d'Armes d'aller prendre au corps Nicolas Biddle, *président* ; Manuel Eyre, Laurence Lewis, Ambroise White, Daniel W. Coz, John R. Neff, William Platt, Mathew Newkirk, James C. Fisher, John S. Henry, et John Sergeant, *directeurs de la banque des Etats-Unis* ; et les conduire à la barre de cette honorable chambre pour déduire les causes du mépris qu'ils ont fait de sa légitime autorité.

Nous prions nos lecteurs de lire avec attention l'article communiqué sur cimetière catholique, qu'ils trouveront dans nos colonnes de ce jour. Nous espérons que cette pièce écrite avec la plus grande impartialité, convaincra l'autorité municipale de la nécessité urgente où elle est, de choisir le plus promptement possible un autre lieu pour les inhumations.

NOUVELLES D'EUROPE

De huit jours plus récentes.

Troubles à Londres parmi la classe ouvrière.—La tranquillité rétablie en France.—Convocation des Cortès d'Espagne.—Entrée des Espagnols en Portugal.—Succès de don Pedro.—Déclaration de guerre de l'empereur de Maroc au roi de Naples, &c.

Le navire paquebot *Napoléon*, arrivé à New-York le 25 du mois dernier, apporte des gazettes de Londres jusqu'au 23 avril, et de Liverpool jusqu'au 24. Elles contiennent le décret du gouvernement espagnol pour la convocation des Cortès.

Les dates de Paris sont du 22.

Le rapport du soulèvement de la garnison de Befort était sans fondement.

Des avis du Havre, en date du 18, annoncent qu'il n'est point fait de faires dans les colons, depuis les troubles de Paris et de Lyon.

Il n'y a pas eu de nouveaux troubles en France, ni en Belgique, bien que l'esprit public, dans ces deux pays soit agité. La même contagion s'est étendue de l'autre côté de la manche ; le 14, il y a eu des troubles sérieux à Londres (Angleterre.) Une fermentation générale existe parmi les ouvriers fabricants (*Trades Union*) des trois royaumes.

3000 hommes de troupes espagnoles, avant-garde de l'armée armée, sont entrés en Portugal par Trazos-Montes.

Les nouvelles de Portugal sont du 14 au soir. Tout marche plus rapidement que nos dernières. La cause de Don Pedro continue à prospérer. Une attaque des Miguelites sur St. Ubes a été repoussée, après avoir fait essuyer une perte considérable aux assaillans. Toute la province de Alemtejo, est en faveur des Pedronistes. Le *Times* du 22, parle d'un projet de poser les bases d'un traité de paix entre les deux frères du royaume, comme le seul moyen radical de rétablir la tranquillité dans le pays.

Il paraît qu'on attend une conférence à ce sujet à Bruxelles entre le Duc de Palmerston et le ministre portugais. Le Portugal. On cote d'un [illegible] Français 0 [illegible] Portugal. On cote d'un [illegible] qui aura [illegible] premier puissances pour [illegible]

mettre fin à la guerre désastreuse qui règne en Portugal.

Les nouvelles d'Espagne sont en date du 16 avril. L'armée devait être prête à envahir le Portugal pour poursuivre don Carlos, était en marche.

Les ouvriers fabricants de Londres, (Société de *Trades Union*) se sont promenés en procession, dans les rues de cette ville, le 21, et se sont rendus en bureau du département de l'intérieur, à l'effet de présenter une pétition demandant que la sentence de 7 années d'exportation prononcée sur six membres de l'Union de Dorsetshire, pour avoir prêté un serment contraire aux lois en se joignant à la dite Union, ne soit pas mise à exécution. On craignait de fâcheux résultats de cette assemblée, et plusieurs régimens, ainsi que 2000 officiers de police, avaient été mis sur pied. Le nombre d'ouvriers attachés à cette société de l'*Union* de Londres, est d'environ 250,000 ! !

Le *Courrier Français* dit, que le nombre des personnes qui ont péri à Paris le 13 et le 14 avril, consiste en douze soldats, 23 insurgés *ou* habitants qui passaient dans les rues où l'on se battait, et onze personnes tués par les balles dont les corps ont été exposés à la Morgue.

L'éditeur de la *Quotidienne* a été condamné pour deux offenses envers la personne du roi, à un an d'emprisonnement et à 5000 fr. d'amende.

L'empereur de Maroc a déclaré la guerre au roi de Naples, et il va faire mettre en mer ses croiseurs pour saisir les navires marchands de cette nation.

Une division de l'escadre turque a mis à la voile pour commencer le blocus de Samos.

On trouvera sous le titre *Extérieur* les extraits de ce que nous avons trouvé de plus important.

REFLEXIONS

SUR LE CIMETIERE CATHOLIQUE.

Quel silence profond règne en ce sombre asyle !
Là, je crois voir le Temps, dévastateur tranquille,
Tranquillement appuyé sur sa terrible faulx,
Attendre les vivants dans la nuit des tombeaux ! ! !

Depuis long-temps, il n'est plus possible de remuer la terre dans le *Cimetière Catholique*, sans rencontrer un cadavre, et pourtant l'on ne cesse d'y fouiller cinque jour, et de trouver les restes encore sanglants des corps qui devraient, au moins, y reposer en paix. O dépravation de la nature humaine ! ceux qui, par leurs fonctions, devraient surveiller les lieux sacrés, les laissent profaner avec une impassibilité indigne du nom de chrétien ! ! ! Il n'y a guère qu'une douzaine d'années que ce cimetière est ouvert, et depuis dix mois il est entièrement encombré ;—*tant les rangs sont pressés, et tant la mort est prompte à remplir les places !*—De quoi donc les autorités qui doivent nous protéger, s'occupent-elle ? Est-il rien de plus respectable que d'honorer les morts ! et est-il rien de plus pressant que de veiller à la conservation des vivans ! !—Que les chefs de l'administration ne s'en rapportent point à quelques salariés, intéressés à ce que la vérité ne soit pas connue,—qu'ils fassent usage de leurs jambes, et se transportent souvent, accompagnés d'un chymiste ou d'un médecin, dans ce dernier asyle de l'homme, qu'on ne peut plus hélas ! appeler le Champ du Repos ! ! ! et là . . . ils y verront des choses qui font horreur à décrire, et ils seront convaincus que chaque coup de pelle donne dans cet endroit funèbre, en fait sortir des émanations putrides qui, se répandant sur la ville entière, peuvent abréger la vie de ses habitans ! ! !—Grand Dieu ! n'avons-nous pas déjà trop à craindre des maladies épidémiques, et des restes de l'épouvantable fléau qui laissa à sa trace le deuil et la désolation ; sans encore à attirer nous-mêmes au danger qui nous menace par l'imprévoyance, l'impérité, l'irréligion et l'inhumanité ! ! !

Qui peut donc empêcher d'établir un nouveau *Cimetière* ? —Est-ce la terre qui manque aux hommes dans un pays qui ne date que d'un siècle ? —Répondons-nous vers l'Orient, le berceau du genre humain ; pays toujours excessivement peuplé ; eh bien ! les voyageurs nous apprendront que l'on peut s'y compter, par la seule inspection des divers enclos destinés à contenir ceux que le trépas a frappés, un espace de temps de plus de quatre mille ans ! ! !

Je n'entreprendrai point de prouver, à ce sujet, de quel côté est la plus coupable négligence, et si les Marguilliers ont eu de tort que le Conseil-de-ville :—*Non erat hic locus.*—Mais ce qu'il y a de certain, c'est que l'apathie de nos concitoyens est grandement blâmable ; depuis l'hiver dernier, auraient-ils pas dû s'assembler afin de prendre les mesures nécessaires pour forcer les autorités à remplir leur devoir ? —Quand ceux qui gouvernent manquent de génie, de jugement, et de prévoyance, ils ne sont pas dignes des charges dont ils sont revêtus ; et le peuple, en se faisant justice, devrait apprendre à mieux faire son choix.—Il y a un grand vice dans notre administration ; c'est celui de cumuler les emplois sur la même tête ; combien y a-t-il de gens qui en possèdent plusieurs, et qui ne sont pas capables d'en exercer un seul ! —Pauvres humains que nous sommes ! . . . le temps s'écoule ; on ne prend aucune décision à cet égard ; on n'adopte aucun projet ; le mal *gagne* tous les jours ; ces messieurs se bougent peu de place ; et lorsque la contagion, en infectant l'atmosphère, nous décimera doublement, on pensera, peut-être, à s'enquérir des moyens sanitaires propres à en arrêter les progrès ! . . . Mais, en aura-t-on alors la possibilité ?—et qui pourra, d'ailleurs, consoler la société affligée, des milliers de nouvelles victimes qui seront descendues dans la tombe, par suite de cette nonchalance trop répréhensible.

Il est pénible de le dire, mais on peut s'appercevoir que tout se fait ici, par calcul, par colère et par intérêt.—Adressons la sagesse de nos mandataires !—Comme ils sont économes des deniers du peuple ! —Comme ils sont généreux à nos dépens ! Ils ne marchandent pas quand il s'agit de nous servir, ils font les choses en grand !—N'étaient-ils pas sur le point de terminer, pour la modique somme de *cinquante-mille piastres*, l'achat d'une terre qui en vaut bien six mille ?—et qu'aujourd'hui que le marché est conclu, on leur offre pour vingt cinq mille ! —Il n'y a pas de raisons pour empêcher que dans quelques semaines, on suivant la progression géométrique décroissante, d'un couple de termes, les vendeurs ne rétrogradent jusqu'à la valeur réelle de cette propriété.—Quel jugement porter sur cette transaction qui est et si onéreuse à la société ?—C'est un problème à résoudre, et j'en laisse la solution au public.

En attendant que la corporation, ou la fabrique, aient acquis un terrain spacieux, élevé, et dans une situation à devoir faire rétrograder ; il est une chose que la nécessité impérieuse réclame, et qui devrait être faite de suite, c'est l'établissement immédiat d'un lieu de sépulture provisoire ; car, on peut démontrer physiquement, qu'il n'est plus possible de continuer les inhumations, dans celui dont on se sert jusqu'à ce moment ; il serait même inouï, cruel, impie, d'en avoir la pensée ! ! !

Il existe des choses révoltantes qui se pratiquent journellement autour de nous, et qu'il est à propos de faire savoir à ceux qui ont en main le pouvoir, lorsqu'ils ne s'en apperçoivent pas. Je demanderai par celui des assistans humains ! ! ! —Des [illegible] aux [illegible] qui parcourent dans toutes les directions [illegible] en profitant des vastes espaces qu'offrent avec [illegible] à [illegible] aux [illegible] et [illegible] [illegible] [illegible]